



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRIGOPOLIS

ZAC de Gabardie
1 Impasse Marthe Condat
31200 Toulouse

Références : 2024-573
Code AIOT : 0006809361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement FRIGOPOLIS implanté ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 26/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées qui fixe, pour ce site, une périodicité de visite annuelle, et de la vérification des suites données à la mise en demeure du 26/03/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRIGOPOLIS

- ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse
- Code AIOT : 0006809361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FRIGOPOLIS est autorisée à exploiter une installation de regroupement, tri et traitement (démontage, broyage et récupération des gaz de réfrigération) de réfrigérateurs et de congélateurs (appelés GEM froid) par arrêté préfectoral du 01/09/2014. Il relève à ce titre des rubriques n° 2711 (enregistrement) et n° 2790 (autorisation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site relève également de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite «Directive IED», au titre des rubriques n° 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux) et n° 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) de la nomenclature des ICPE. Les opérations de traitement comprennent une première phase de dépollution des GEM froid qui consiste à démanteler les équipements intérieurs des appareils (verre, plastique), enlever les câbles électriques, les moteurs, etc. et à vider les appareils des fluides réfrigérants et des huiles contenues dans les compresseurs. Les opérations de broyage, qui constituent la deuxième phase de traitement, sont effectuées sous atmosphère inerte (azote) du fait de la libération du pentane contenu dans les mousses isolantes des GEM Froid. Les fluides réfrigérants sont aspirés et récupérés par un système de cryocondensation à l'azote. Les résidus issus des opérations de broyage (plastiques, métaux ferreux et non ferreux, pellets) sont ensuite criblés et triés, puis stockés avant évacuation vers les différentes filières de valorisation. L'entreprise a été reprise par le groupe SIRMET qui dispose de plusieurs sites en France (essentiellement dans le Sud-Ouest), spécialisés dans le recyclage des DEEE, VHU, ferrailles et métaux.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	MTD applicables aux installations de traitement de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – IX	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 8.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zones de stockage (suites inspection)	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	2023)		
2	Suites données à l'APMD du 26/03/2024	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.5	Levée de mise en demeure
3	Suites données à l'APMD du 26/03/2024	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.6	Levée de mise en demeure
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.3	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.1.1	Sans objet
8	Déchets produits et reçus par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a essentiellement porté sur les suites données aux constats relevés à l'issue de la précédente visite d'inspection et à la mise en demeure du 26/03/2024 prise à l'encontre de l'exploitant. Il ressort de cette visite que l'exploitant a mis en place les actions correctives attendues à l'issue de la précédente visite, et a satisfait aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 26/03/2024. Néanmoins, il est attendu de sa part la transmission de plusieurs justificatifs relatifs :

- aux travaux permettant d'augmenter le débit et la pression d'arrivée de l'eau de ville alimentant le système d'extinction automatique de l'abri à pellets,
- au remplissage des BSD dans le cadre des transferts transfrontaliers opérés par un courtier,
- au plan d'efficacité énergétique,- à la réalisation d'analyses des rejets d'eaux pluviales sur les mois d'octobre, novembre et décembre 2024,
- au nettoyage du bassin de rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zones de stockage (suites inspection 2023)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de stockage des déchets
Prescription contrôlée : [...] Les GEM froid avant broyage sont stockés sous forme d'îlots de matières séparés par des distances supérieures aux distances des effets dominos entre les différents stockages définies dans l'étude de dangers du site, et reprises dans le tableau de l'annexe III. Ces îlots sont limités à 4,8 m de hauteur, correspondant à l'empilement horizontal de 8 GEM froid, et sont matérialisés par un marquage pérenne au sol.

[...]

Les mousses polyuréthane sous forme de pellets sont stockées, en sortie de traitement, dans une première alvéole couverte (stockage PMS au maximum 3t). Celle-ci est vidée chaque soir. Les pellets sont ensuite stockés dans une zone composée de 3 îlots séparés (abri pellets), couverts et disposant d'un dispositif de détection de départ de feu et d'une extinction automatique asservie à la détection. Ces dispositifs sont secourus et peuvent fonctionner en toute circonstance. La répartition dans les 3 îlots s'effectue ainsi : étalage de la production du jour J dans le premier îlot, étalage de la production du jour J+1 dans le deuxième îlot, étalage de la production du jour J+2 dans le troisième îlot et ainsi de suite jusqu'à leur évacuation du site. Ce fonctionnement est décrit dans une procédure tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet de vérifications journalières.

Les fluides frigorigènes récupérés après traitement sont stockés, hors zone d'effet dominos figurant dans l'étude de dangers du site, en réservoirs manufacturés (8 bouteilles de 800 litres, soit 600 kg chacune) conçus et contrôlés pour assurer l'évacuation de toute surpression.

Les autres déchets mentionnés à l'article 5.1.7 sont stockés en bennes étanches ou dans des contenants équivalents.

Constats :

Lors de la visite des installations, il a été constaté le respect des zones de stockage pour les stockages de GEM froid et la matérialisation au sol des différents îlots de stockage.

Lors de la précédente visite, il avait été constaté la présence de bennes de stockage à proximité de la zone 3 (platin). Afin de s'assurer qu'aucun produit combustible ne soit stocké dans la zone des effets domino liés à un incendie de la zone 3, l'inspection avait demandé à l'exploitant de signaler sur les bennes déchets le type de déchets pouvant être stockés (ferrailles...). Lors de la présente visite, il a été constaté qu'en lieu et place des bennes, l'exploitant a mis en place une case de stockage délimitée par des blocs béton pour le stockage de platin en vrac. Une affiche précise la nature des déchets stockés.

Pour ce qui est des pellets de mousses polyuréthane, il avait été constaté lors de la précédente visite, une quantité importante de pellets dans la 1ère alvéole de stockage (stockage PMS) et l'exploitant avait déclaré ne procéder au vidage de cette alvéole que 2 fois par semaine. Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir modifié son organisation afin que cette alvéole soit vidée tous les jours tel que prévu dans l'arrêté. Une consigne a été établie en ce sens et un rappel aux salariés a été effectué. La quantité de pellets présente dans cette alvéole le jour de la visite, inférieure à 3 tonnes, semble confirmer les propos de l'exploitant.

Enfin, l'exploitant a transmis la procédure décrivant les modalités de remplissage des 3 alvéoles de l'abri à pellets par courrier du 01/02/2024. Lors de la visite, il a pu être observé l'affichage de la procédure au niveau de l'abri ainsi que la présence d'un dispositif mobile empêchant le remplissage d'une des alvéoles, laissant présumer un remplissage progressif tel que prévu par l'arrêté.

Les modalités de stockage des autres déchets n'appellent pas de commentaires complémentaires de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suites données à l'APMD du 26/03/2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection incendie de l'abri à pellets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La zone de stockage, dénommée 'abri pellets' est composée de 3 îlots séparés (abri pellets), couverts et disposant d'une dalle étanche au sol et d'un dispositif de détection de départ de feu et d'une extinction automatique asservie à la détection. Ces dispositifs sont secourus et peuvent fonctionner en toute circonstance.</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/03/2024</u></p> <p>Art. 1er – La société FRIGOPOLIS (Numéro SIRET : 49213009100019) est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 1 impasse Marthe Condat – ZAC de Gabardie à Toulouse (31200), de respecter les prescriptions suivantes à compter de la notification du présent arrêté, sous un délai de 9 mois:</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • dispositions de l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2014 en justifiant du bon asservissement du dispositif d'extinction automatique à la détection incendie. <p>Constats :</p> <p>La zone de stockage des pellets est composée de 3 îlots séparés par des murets en béton, couverts et disposant d'une dalle étanche au sol. Des filets de protection sont installés sur le pourtour de l'abri en complément pour limiter les envois.</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté au niveau de cette zone la présence d'un réseau de sprinklage mais pas de détecteur incendie. L'étude de dangers précise que l'extinction automatique est asservie à la détection incendie mais l'exploitant n'avait pas su expliquer le fonctionnement du système d'extinction automatique ni justifier son asservissement à un système de détection incendie.</p> <p>Par courriers du 01/02/2024, puis du 20/09/2024, l'exploitant a transmis le descriptif du fonctionnement de l'installation d'extinction automatique. Il s'avère que le système d'extinction automatique est un système à dispersion d'eau par sprinkler dont la tête est équipée d'une ampoule fusible (ampoule calibrée à 68°C).</p> <p>Dans ces conditions, la détection automatique d'incendie est assurée par le système d'extinction automatique.</p> <p>Il est, par conséquent, considéré que l'exploitant a satisfait aux dispositions du 1er point de l'arrêté de mise en demeure du 26/03/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des moyens de détection et de lutte contre incendie

Prescription contrôlée :

Des détecteurs adaptés sont installés dans chaque zone à risques du site identifiées par l'exploitant. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Les détecteurs installés sont doublés (marque et modèle différents). Cette liste est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constat visite précédente : Le système de détection incendie ainsi que le système d'extinction de l'abri de stockage des pellets font l'objet d'une vérification annuelle alors que l'article 7.3.6 prévoit une vérification à fréquence semestrielle. De plus, le dernier rapport de vérification, en date de décembre 2021, a été présenté. Celui-ci est peu lisible. Il ne précise pas la nature des vérifications effectuées (absence du compte-rendu d'intervention), notamment si le bon fonctionnement de l'asservissement du système d'extinction à la détection incendie est vérifié. Toutefois, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une nouvelle vérification serait réalisée dans les plus brefs délais, et s'est engagé à respecter les fréquences prévues susvisées.

Arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/03/2024

Art. 1er – La société FRIGOPOLIS (Numéro SIRET : 49213009100019) est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 1 impasse Marthe Condat – ZAC de Gabardie à Toulouse (31200), de respecter les prescriptions suivantes à compter de la notification du présent arrêté, sous un délai de 9 mois:

- dispositions de l'article 7.3.6 de l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2014 en procédant à la vérification semestrielle des installations de détection incendie et de sprinklage et en testant son installation de sprinklage (sauf impossibilité technique); [...].

Constats :

L'exploitant a présenté le planning des contrôles périodiques des installations de protection et de lutte contre l'incendie. Celui-ci prévoit désormais 2 contrôles par an du système de détection incendie et du système de sprinklage.

Les derniers rapports de contrôle correspondants ont été présentés.

- extinction automatique de l'abri à pellets : mars 2024 et octobre 2024 - un essai de déclenchement en réel en eau et en air de l'installation a été effectué lors du contrôle du 22/03/2024

- détection incendie des bâtiments : 31/01/2024 et 17/09/2024

Il est, par conséquent, considéré que l'exploitant a satisfait aux dispositions du 2ème point de l'arrêté de mise en demeure du 26/03/2024.

<p>Les derniers rapports de contrôle annuel des extincteurs et des dispositifs de désenfumage, datant du 22/05/2024, ont également été présentés.</p> <p>A noter que les rapports de vérification présentés ne signalent aucun dysfonctionnement particulier, à l'exception du rapport relatif à la vérification du système d'extinction automatique de l'abri à pellets qui relève un débit d'eau faible en sortie des têtes lors des tests réalisés, sans toutefois remettre en cause le bon fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs attestant des travaux permettant d'augmenter le débit et la pression d'arrivée de l'eau de ville (volant d'alimentation cassé).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets sortants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle sus-visée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de recépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de modifier le code déchet des moteurs de frigos envoyés en Espagne et de justifier du bon traitement de ces déchets en retournant l'annexe VII complétée.

Par courrier du 01/02/2024, l'exploitant a transmis l'annexe VII complétée par l'entreprise espagnole.

Lors de la présente visite, l'inspection a demandé à consulter un exemple récent de transfert de déchet. L'exploitant a présenté les documents afférents à un enlèvement de compresseurs de réfrigérateurs (appelés "boules de frigo"). Les documents présentés comprennent

- un bordereau de suivi de déchets (BSD) TrackDéchets complété,
- un bon de livraison de la société FRIGOPOLIS au bureau de négoce du groupe SIRMET,
- le bon de pesée correspondant,
- la lettre de voiture du transporteur,
- différentes photos du chargement (container maritime plombé).

Par courriel du 10/10/2024, l'exploitant a transmis les documents complémentaires suivants : Annexe VII complétée par la personne organisant le transfert (un courtier et non l'exploitant), le contrat entre le courtier et la société assurant la valorisation du déchet (société pakistanaise), un document de la chambre du commerce pakistanaise attestant que la société est autorisée à recevoir ce type de déchets en provenance de l'étranger.

L'examen de ces documents amène l'inspection à formuler les observations suivantes :

- **le code déchet 17 04 17 n'est pas approprié pour des compresseurs issus du démantèlement de réfrigérateurs.** Un code en 19 xx xx (19. Déchets provenant des installations de gestion des déchets) semble plus adapté (par exemple : 19 12 xx - Déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple : tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs) ;

- le BSD indique la société VALIKA comme installation de destination des déchets (cadre n° 2), or la société VALIKA est une société de courtage dans le domaine des déchets. Les déchets ne sont donc pas envoyés, physiquement, vers cette installation, mais vers le port maritime de Port-Saint-Louis-du-Rhône comme en atteste la lettre de voiture;

- le cadre n° 7 du BSD, réservé aux coordonnées du négociant ou du courtier, mentionne le groupe SIRMET comme négociant.

Les informations indiquées dans le BSD sont donc erronées car ne correspondant pas au trajet réel suivi par les déchets. Le remplissage du BSD doit donc être revu pour ce type d'opération :

- le courtier assurant le transfert doit être indiqué dans le cadre n° 7 du BSD,
- la destination réelle des déchets doit être indiquée dans le cadre n° 2 du BSD.

De plus, la déclaration GEREP s'appuyant sur les éléments du BSD, celle-ci ne fait pas apparaître les transferts transfrontaliers opérés. Or ces éléments doivent être déclarés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de modifier le code déchet des compresseurs de réfrigérateurs et de revoir le remplissage de ses BSD dans le cadre du transfert transfrontalier de ses déchets opéré par un courtier et de faire apparaître ces transferts dans sa prochaine déclaration GEREP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes:

Pour le conduit de l'installation de broyage de GEM froid :

Paramètre	Concentration (mg/Nm ³)	Flux (g/h)	Flux (kg/an)
Poussières	5	300	1200
Composés organiques volatils totaux (COV-totaux)	15	/	/
Somme des chlorofluorocarbones (CFC) et des hydrochlorofluorocarbures (HCFC)	si flux ≤ 500g/h: 10 si flux > 500g/h: 5		

Les valeurs limites s'imposent à la valeur moyenne de 3 mesures consécutives d'une durée minimale de 30 minutes chacune. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que les dernières mesures des rejets atmosphériques (datant d'août 2023) présentaient un dépassement de la concentration maximale autorisée en COV totaux (51,7 mg/Nm³ pour 15 mg/Nm³ autorisés).

Face à ce dépassement, l'exploitant avait mis en place en novembre 2023 un traitement supplémentaire au charbon actif au niveau des rejets du broyeur et un nouveau contrôle des rejets avait été réalisé le 01/12/2023. L'exploitant était encore dans l'attente des résultats le jour de la visite.

Par courrier du 01/02/2024, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du 01/12/2023. Les résultats indiquent un respect des valeurs limites prescrites en COV totaux (5 mg/Nm³ mesurés pour une VLE de 15) et en CFC/HFC (2,9 mg/Nm³ pour une VLE de 10).

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle des dernières mesures effectuées. Il précise que plusieurs mesures ont été réalisées de façon à calibrer au mieux la fréquence de remplacement des charbons actifs du fait du coût élevé de l'opération :

Mesures du 26/01/2024 : COV totaux = 2 mg/Nm³ - CFC/HCFC = 10,8 mg/Nm³

Mesures du 26/06/2024 : COV totaux = 25,6 mg/Nm³ - CFC/HCFC = 2,8 mg/Nm³

Changement des charbons en août 2024

Mesures du 01/10/2024 : COV totaux = 1,3 mg/Nm³ - en attente des résultats pour les CFC/HCFC.

A noter que sur cette dernière mesure l'exploitant a également procédé à la mesure de la teneur en COV totaux des rejets avant traitement de façon à vérifier le niveau d'abattement du filtre à charbon actif : COV totaux en amont du filtre = 90 mg/Nm³.

Il ressort de ces différentes campagnes de mesures qu'une fréquence de remplacement de 2 fois / an suffirait à garantir l'absence de dépassement des VLE.

A noter toutefois qu'il est observé une grosse variabilité des teneurs en CFC liée à la campagne de traitement de GEM froid en cours, indépendamment du changement récent ou non du charbon.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur

<p>minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, • à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas établi de consigne d'exploitation spécifique aux installations de traitement des rejets atmosphériques. L'exploitant a présenté lors de la présente visite la consigne établie le 23/05/2024. Celle-ci précise notamment les contrôles à effectuer au niveau du filtre à charbon actif ainsi que la fréquence de changement des charbons, au vu des résultats des campagnes de mesures des rejets atmosphériques (remplacement semestriel). La consigne établie n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : MTD applicables aux installations de traitement de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 – IX</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan efficacité énergétique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ; - déterminant des indicateurs de performance annuelle ; - prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. <p>L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'élaboration du plan d'efficacité énergétique du site est en cours et que celui-ci sera finalisé pour la fin de l'année 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan d'efficacité énergétique d'ici la fin de l'année</p>

2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Déchets produits et reçus par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.7

Thème(s) : Situation administrative, Gem froid dépollués et à traiter présents sur le site

Prescription contrôlée :

Sont stockées, au maximum, et selon les dispositions de l'étude de dangers du site et le plan en annexe II du présent arrêté, les quantités suivantes:

Typede déchets	Naturedes déchets	Quantitésmaximales stockées
Déchetsdangereux	GEMfroid à dépolluer	450t
	GEM froid dépollués	82 t

Constats :

L'exploitant a sollicité l'inspection pour savoir s'il lui était possible d'augmenter la quantité de GEM froid dépollués autorisée, tout en se limitant une quantité totale de GEM froid sur le site de 532 tonnes.

L'inspection a indiqué que la demande était recevable dans la mesure où la quantité de GEM froid à dépolluer (présentant le plus de risque) reste limitée à 450 tonnes et la quantité totale de GEM inférieure à 532 tonnes dans la mesure où les zones de stockage de GEM froid dépollués supplémentaires se substituent aux zones de stockage de GEM froid à dépolluer définies à l'annexe II de l'APC du 25/10/2021.

Cette demande sera actée lors d'une prochaine actualisation des prescriptions applicables au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux de ruissellement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.9. doit être effectuée selon les périodicités définies ci-dessous. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les dispositions de surveillance minimales suivantes sont mises en œuvre:</p>

Fréquence d'analyse :

Paramètre	Point de rejet n° 2 (pluvial)	Point de rejet n° 3 (pluvial)
Température	Annuelle	Annuelle
pH	Annuelle	Annuelle
DCO _{ou} COT	Annuelle	Mensuelle*
DBO ₅	Annuelle	Annuelle
Indicehydrocarbure	Annuelle	Mensuelle*
MES	Annuelle	Mensuelle*
Métaux(As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg)	Annuelle	Mensuelle*

*En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

Constats :

Les résultats des analyses des rejets d'eaux pluviales sont conformes aux VLE prescrites pour l'ensemble des paramètres surveillés.

Toutefois, l'inspection relève que **la fréquence de surveillance mensuelle pour le point de rejet n°2 n'est pas respectée** : 3 mesures réalisées en 2023 et 3 en 2024 au jour de la visite.

L'exploitant présente le contrat qu'il a passé avec son prestataire. Celui-ci prévoit bien 12 mesures par an : 6 où le prestataire assure le prélèvement et les analyses et 6 où l'exploitant assure lui-même les prélèvements. Dans ce dernier cas de figure, l'exploitant précise qu'il doit tout de même attendre la disponibilité du prestataire pour la réception des échantillons.

L'inspection demande à l'exploitant de procéder aux analyses prévues sur les mois d'octobre, novembre et décembre 2024.

L'inspection rappelle que le cadre de surveillance de l'application Gidaf a été mis à jour en conséquence et qu'il conviendra d'y déclarer les résultats des prochaines analyses.

Indépendamment de cela, l'inspection relève que l'exploitant a bien procédé aux campagnes d'analyses PFAS prévues par l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Enfin, lors de la visite des installations, il a pu être constaté le début du développement de végétation au niveau du bassin de rétention. Afin que la géomembrane ne soit pas endommagée, il est demandé à l'exploitant de prévoir un nettoyage prochainement. L'exploitant indique que celui-ci

est prévu en novembre. **Les justificatifs correspondants sont à transmettre à l'inspection.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de procéder aux analyses des rejets d'eaux pluviales prévues sur les mois d'octobre, novembre et décembre 2024,
- de transmettre les justificatifs attestant du nettoyage du bassin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois